

RAPPORT N° 2022/4-01
au bureau de la Communauté
en séance du jeudi 15 septembre 2022

OBJET

PLANS DE FINANCEMENT ET ACCEPTATION DES SUBVENTIONS ALLOUEES PAR L'OFFICE DE L'EAU POUR DES TRAVAUX DE POSE DE RESEAUX D'EAU POTABLE SUR LES COMMUNES DE SAINT-DENIS, DE SAINTE-SUZANNE ET DE SAINTE-MARIE – AUTORISATION DE SIGNER LA CONVENTION

-Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR -

L'amélioration des performances hydrauliques des réseaux d'eau potable constitue un enjeu environnemental majeur sur le territoire de la CINOR. Dans un contexte de pression sur la ressource en eau et de coûts de production et d'adduction en hausse, il s'agit de réduire au maximum les pertes en eau. En cohérence avec son Plan de Mandat 2030, la CINOR s'engage ainsi dans la réduction des prélèvements dans le milieu naturel et dans la maîtrise de la consommation électrique liée à la production et à l'acheminement de l'eau vers les abonnés.

Le programme de travaux de pose de réseaux d'eau potable de la CINOR a notamment pour objectif d'améliorer le rendement de réseau et la desserte en eau potable.

Des travaux de renouvellement de réseaux d'eau potable ont ainsi été planifiés sur la commune de Saint-Denis (route de Piton Bois de Nèfles), sur la commune de Sainte-Suzanne (secteur de la Marine) et sur la commune de Sainte-Marie (rue des Champacs et rue Père Bossu).

Par courrier du 31 août 2022, l'Office de l'Eau de la Réunion a répondu favorablement à la sollicitation de la CINOR pour le financement de ces travaux dans le cadre de son programme pluriannuel d'intervention 2022-2027 complété par un soutien du Département.

Leur conseil d'administration réuni le 31 août a validé la demande de subvention de la manière suivante :

Travaux	Financier	Montant HT du projet	Montant des dépenses éligibles	Taux intervention sur les dépenses éligibles	Montant de la subvention
Travaux de pose de réseau public d'eau potable sur les communes de Sainte-Suzanne (secteur de la Marine) et Sainte-Marie (rue des Champacs et rue Père Bossu)	Office de l'Eau	626 650,23 €	411 000,00 €	40 %	164 400,00 €
	Département			10%	41 100,00€
Travaux de pose de réseau public d'eau potable sur la route de Piton Bois de Nèfles à Saint-Denis	Office de l'Eau	149 349,00 €	105 000,00 €	40 %	42 000,00 €
	Département			10%	10 500,00€

Le coût global des travaux est de 775 999,23 € HT avec un financement total de l'Office de l'Eau et du Département de 258 000,00 € HT.

En vue de l'établissement des conventions d'engagement correspondantes, l'Office de l'Eau de la Réunion a demandé à la CINOR de lui communiquer une délibération dans laquelle elle accepte les subventions allouées à ces travaux et valide les plans de financement définitif.

Au vu de l'ensemble des éléments exposés, les plans de financement s'établissent comme suit :

PLAN DE FINANCEMENT		
Travaux de pose de réseau public d'eau potable sur les communes de Sainte-Suzanne (secteur de la Marine) et Sainte-Marie (rue des Champacs et rue Père Bossu)		
SOURCES DE FINANCEMENTS	TAUX (%)	MONTANT (€ HT)
Office de l'Eau programme pluriannuel d'intervention 2022-2027	26,26 %	164 400,00 €
Département	6,56 %	41 100,00€
Maître d'ouvrage : CINOR (Budget annexe eau potable)	67,18 %	421 150,23 €
TOTAL (HT)		626 650,23 €

PLAN DE FINANCEMENT		
Travaux de pose de réseau public d'eau potable sur la route de Piton Bois de Nèfles à Saint-Denis		
SOURCES DE FINANCEMENTS	TAUX (%)	MONTANT (€ HT)
Office de l'Eau programme pluriannuel d'intervention 2016-2021	28,12 %	42 000,00 €
Département	7,03 %	10 500,00€
Maître d'ouvrage : CINOR (Budget annexe eau potable)	64,85 %	96 849,00 €
TOTAL (HT)		149 349,00 €

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- approuver les plans de financement précédents pour les travaux suivants :
 - Travaux de pose de réseau public d'eau potable sur les communes de Sainte-Suzanne (secteur de la Marine) et Sainte-Marie (rue des Champacs et rue Père Bossu)
 - Travaux de pose de réseau public d'eau potable sur la route de Piton Bois de Nèfles à Saint-Denis
- accepter les subventions attribuées par l'Office de l'Eau de la Réunion d'un montant global de **206 400,00 € HT** sur la base des montages financiers précédents ;
- accepter les subventions attribuées par le Département d'un montant global de **51 600,00 € HT** sur la base des montages financiers précédents ;
- approuver les participations financières de la CINOR prévues dans les plans de financement d'un montant global de **517 999,23 € HT**, auquel s'ajoute le préfinancement de la T.V.A.
- autoriser le Président à signer les conventions de financement avec l'Office de l'Eau fixant notamment les modalités de versement des subventions.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GIRONCEL




Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220915-BC2022-4-01-DE
Date de télétransmission : 22/09/2022
Date de réception préfecture : 22/09/2022

**DECISION N°2022/4-01
du bureau de la Communauté
en séance du 15 septembre 2022**

OBJET : PLANS DE FINANCEMENT ET ACCEPTATION DES SUBVENTIONS ALLOUEES PAR L'OFFICE DE L'EAU POUR DES TRAVAUX DE POSE DE RESEAUX D'EAU POTABLE SUR LES COMMUNES DE SAINT-DENIS ET DE SAINTE-SUZANNE - – AUTORISATION DE SIGNER LA CONVENTION

-Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR -

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « l'article L.5211-10 autorise l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions au Bureau dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédent 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liées aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L. 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/4-01 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220915-BC2022-4-01-DE
Date de télétransmission : 22/09/2022
Date de réception préfecture : 22/09/2022

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver les plans de financement précédents pour les travaux suivants :

- Travaux de pose de réseau public d'eau potable sur les communes de Sainte-Suzanne (secteur de la Marine) et Sainte-Marie (rue des Champacs et rue Père Bossu)
- Travaux de pose de réseau public d'eau potable sur la route de Piton Bois de Nèfles à Saint-Denis

PLAN DE FINANCEMENT		
Travaux de pose de réseau public d'eau potable sur les communes de Sainte-Suzanne (secteur de la Marine) et Sainte-Marie (rue des Champacs et rue Père Bossu)		
SOURCES DE FINANCEMENTS	TAUX (%)	MONTANT (€ HT)
Office de l'Eau programme pluriannuel d'intervention 2022-2027	26,26 %	164 400,00 €
Département	6,56 %	41 100,00€
Maître d'ouvrage : CINOR (Budget annexe eau potable)	67,18 %	421 150,23 €
TOTAL (HT)		626 650,23 €

PLAN DE FINANCEMENT		
Travaux de pose de réseau public d'eau potable sur la route de Piton Bois de Nèfles à Saint-Denis		
SOURCES DE FINANCEMENTS	TAUX (%)	MONTANT (€ HT)
Office de l'Eau programme pluriannuel d'intervention 2016-2021	28,12 %	42 000,00 €
Département	7,03 %	10 500,00€
Maître d'ouvrage : CINOR (Budget annexe eau potable)	64,85 %	96 849,00 €
TOTAL (HT)		149 349,00 €

ARTICLE 2

D'accepter les subventions attribuées par l'Office de l'Eau de la Réunion d'un montant global de **206 400,00 € HT** sur la base des montages financiers précédents.

ARTICLE 3

D'accepter les subventions attribuées par le Département d'un montant global de **51 600,00 € HT** sur la base des montages financiers précédents.

ARTICLE 4

D'approuver les participations financières de la CINOR prévues dans les plans de financement d'un montant global de **517 999,23€ HT**, auquel s'ajoute le préfinancement de la T.V.A.

ARTICLE 5

D'autoriser le Président à signer les conventions de financement de l'Office de l'Eau fixant notamment les modalités de versement des subventions.

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220915-BC2022-4-01-DE
Date de télétransmission : 22/09/2022
Date de réception préfecture : 22/09/2022

Nombre de votants : 15 (dont 3 procurations)
Suffrages exprimés : 15
Vote pour : 15
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde 12 1 SEPT 2022

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220915-BC2022-4-01-DE
Date de télétransmission : 22/09/2022
Date de réception préfecture : 22/09/2022